

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

QUATRIÈME SESSION

Projet de loi n° 38

**Loi sur les corps de police
des villages cris et du village naskapi**

Première lecture
Deuxième lecture
Troisième lecture

PRÉSENTÉ

Par M. MARC-ANDRÉ BÉDARD

Ministre de la justice

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 7 9

NOTE EXPLICATIVE

Cette loi donne suite aux engagements que le gouvernement a contractés en matière de police en vertu des chapitres 19 de la Convention de la Baie James et 13 de la Convention du Nord-Est québécois.

Art. 1. Cet article remplace le second alinéa de l'article 52 de la Loi de police de façon à donner le pouvoir de créer un corps de police aux municipalités de villages cris et à la municipalité du village naskapi.

Art. 2. Cet article insère dans la Loi de police une section spécialement consacrée aux corps de police des villages cris et à celui du village naskapi.

On y prévoit que ces corps de police sont formés de constables spéciaux nommés conformément à l'article 64 de la Loi de police, que certains règlements municipaux prévalent sur les règlements au même effet adoptés par la Commission de police, que chacun de ces corps de police a compétence sur les terres de la catégorie IA ou IA-N destinées à la communauté dont les membres constituent la corporation municipale ainsi que sur d'autres territoires indiqués, qu'avec l'approbation du procureur général et du ministre des affaires municipales, la corporation municipale peut conclure diverses ententes en matière de police, et, finalement, que le procureur général verse les sommes nécessaires à l'établissement et au maintien du corps de police.

Enfin, le gouvernement reçoit le pouvoir de créer par règlement un conseil consultatif de la police en milieu cri.

Projet de loi n° 38

Loi sur les corps de police des villages cris et du village naskapi

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 52 de la Loi de police (1968, chapitre 17) est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Les municipalités locales au sens du Code municipal ainsi que les municipalités de village cri et la municipalité du village naskapi constituées par la Loi concernant les villages cris (1978, chapitre 88) sont autorisées à établir et à maintenir un tel corps de police.»

2. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 63, de ce qui suit:

«SECTION IV A

«CORPS DE POLICE DES VILLAGES CRIS ET DU VILLAGE NASKAPI

«**63a.** Le corps de police qu'une municipalité de village cri ou la municipalité du village naskapi est autorisée à établir doit être formé de constables spéciaux nommés conformément à l'article 64.

L'article 55 ne s'applique pas à ce corps s'il est formé de deux membres ou moins.

«**63b.** Une municipalité de village cri ou la municipalité du village naskapi peut, par règlement soumis à l'approbation du procureur général, déterminer les caractéristiques physiques et le niveau de scolarité exigibles ainsi que les autres qualités requises pour devenir membre de son corps de police.

Un tel règlement prévaut sur tout règlement au même effet adopté par la Commission.

«**63c.** Les membres du corps de police établi par la municipalité du village naskapi peuvent aussi être membres du corps de police régional établi par l'administration régionale Kativik en vertu de la Loi concernant les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (1978, chapitre 87).

«**63d.** Constituent des territoires sur lesquels une municipalité de village cri a compétence au sens de l'article 54 les terres de la catégorie IA destinées à la communauté dont les membres constituent cette municipalité et les terres de catégories II ou III situées à l'intérieur du périmètre de l'ensemble des terres de catégorie I destinées à cette communauté.

Les terres visées dans le présent article sont délimitées conformément à la Loi concernant le régime des terres dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec (1978, chapitre 93) et, aux fins des articles 62 à 62d, elles sont réputées faire partie du territoire de la municipalité.

«**63e.** Sous réserve de l'article 29, l'Administration régionale Kativik, constituée par la Loi concernant les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik, a compétence exclusive en matière de police sur le territoire de la municipalité du village naskapi.

«**63f.** Constituent des territoires sur lesquels la municipalité du village naskapi a compétence au sens de l'article 54, les terres de la catégorie IA-N et les terres de catégorie III situées à l'intérieur de leur périmètre.

Ces terres sont délimitées conformément à la Loi concernant le régime des terres dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec et elles sont réputées faire partie du territoire de la municipalité aux fins des articles 62 à 62d.

«**63g.** Malgré l'article 61, une municipalité de village cri ou la municipalité du village naskapi peut conclure une entente avec le procureur général aux fins de permettre à la Sûreté de fournir la totalité ou une partie des services de police sur les terres sur lesquelles le corps de police et chacun de ses membres peuvent exercer leurs fonctions.

En outre, une telle municipalité peut, malgré l'article 60, faire des règlements pour conclure des ententes en matière de police avec l'Administration régionale crie constituée par la Loi concernant l'Administration régionale crie (1978, chapitre 89) ou l'Administration régionale Kativik ou bien, malgré la Loi du ministère

Art. 3. *Cet article est de concordance.*

des affaires intergouvernementales (1974, chapitre 15), une bande au sens de la Loi concernant les villages cris.

Les règlements qui autorisent ces ententes requièrent l'approbation du procureur général et du ministre des affaires municipales.

«**63h.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, créer un conseil consultatif chargé de le conseiller sur le maintien de la paix, de l'ordre et de la sécurité publique en milieu cri.

À cette fin, il peut:

a) énoncer le nom sous lequel le conseil peut être désigné et permettre une appellation crie ou anglaise;

b) déterminer la composition du conseil dont au moins le tiers des membres est nommé par l'Administration régionale crie ainsi que la durée du mandat des membres;

c) prévoir que les Naskapis sont représentés au conseil lorsqu'il y est discuté de questions qui les concernent; et

d) prévoir toute autre mesure nécessaire au bon fonctionnement du conseil.

Un règlement entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qui y est fixée.

||«**63i.** Le budget du corps de police d'une municipalité visée dans la présente section est soumis pour approbation au procureur général.

Le procureur général verse à la municipalité, selon le budget qu'il approuve, les sommes nécessaires à l'établissement et au maintien du corps de police.»||

3. L'article 102 de la Loi concernant les villages cris (1978, chapitre 88), modifié par l'article 138 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 26*) des lois de 1979 est abrogé.

4. Les ententes conclues et les règlements adoptés en vertu de l'article 102 de la Loi concernant les villages cris demeurent en vigueur jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou abrogés et les constables spéciaux nommés en vertu dudit article conservent leurs fonctions jusqu'à l'expiration de la période pour laquelle ces fonctions leur ont été confiées ou jusqu'à ce qu'ils soient destitués conformément à la Loi de police ou démissionnent.

[[**5.** Les sommes requises pour l'application de la présente loi sont prises, pour l'exercice financier 1979/1980, à même le fonds consolidés du revenu et, pour les années subséquentes, à même les sommes accordées annuellement à cette fin par la Législature.]]

6. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement.